

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

17 Avril 2024

WADEMOS CONDAMNE LES RÉCENTES « RÉFORMES CONSTITUTIONNELLE » PAR LE PARLEMENT DU TOGO ET APPELLE AU RENFORCEMENT DES PRATIQUES DÉMOCRATIQUES DANS LE PAYS

Le Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS), un réseau d'organisations pro-démocratie nationales et transnationales de la société civile opérant dans la région de l'Afrique de l'Ouest, est préoccupé par l'adoption récente par l'Assemblée Nationale d'un amendement à la Constitution du Togo de 1992, qui prévoit essentiellement la mise en place d'un régime parlementaire à la place du régime semi-présidentiel, et transfère le pouvoir d'élire le président du pays au suffrage universel, direct et secret des citoyens togolais au Parlement.

Le Réseau est troublé par la menace véhémente que l'amendement fait peser sur la stabilité du Togo, avec la perspective très probable qu'il exclura encore davantage le droit des citoyens ordinaires d'exprimer leurs choix politiques par le vote, un droit fondamental consacré dans l'article 4 de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance. La situation est exacerbée par le processus d'adoption d'un amendement aussi critique. Le fait qu'un référendum n'ait pas été l'option prioritaire pour adopter l'amendement et aussi une décision prise par un Parlement contrôlé par un parti et ses affiliés, affecte certainement les droits des citoyens à contribuer aux réformes profondes, aux affaires courantes et à la gouvernance du pays, également en violation de la Charte de l'Union africaine.

Tout en saluant l'intervention du Président instruisant l'Assemblée Nationale de relire l'amendement, engager des consultations plus larges et décidant d'organiser des élections législatives et régionales le 29 avril, le Réseau condamne le timing des changements proposés avant les élections prévues, en violation flagrante de l'article 2 du Protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie, la bonne gouvernance et les élections, ainsi que le recours à la force pour supprimer le droit des citoyens d'exprimer leur désapprobation de l'amendement.

Le Réseau WADEMOS exhorte le gouvernement togolais à prendre en considération les appels du peuple désapprouvant le processus en cours, y compris la voix des acteurs pro-démocratiques au Togo, à savoir la Conférence des évêques togolais, les universitaires, les OSC et la diaspora, appelant le Président à reporter la promulgation de la nouvelle Constitution et à entamer un dialogue politique inclusif après les résultats des prochaines élections législatives et régionales.

Nous prenons sérieusement note de la décision de la Commission de la CEDEAO de déployer une mission en amont des élections législatives et régionales. Nous espérons que la mission accueillera un dialogue avec le gouvernement togolais, la société civile, les partis politiques et les parties prenantes et formulera des recommandations de bonnes pratiques sur les différentes questions en jeu, leurs implications régionales et leur impact sur la CEDEAO des peuples, la préservation de la paix et la consolidation de la démocratie en Afrique de l'Ouest.

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

Nous déclarons notre engagement à travailler avec les institutions nationales ainsi que régionales et internationales pour résoudre ce défi actuel. Nous pensons que les réformes constitutionnelles continueront d'être un élément important d'une démocratie et, à ce titre, resteront une partie importante de la gouvernance au Togo à travers un processus inclusif, délibératif et légitime.

-Fin-

À propos de WADEMOS

WADEMOS est un réseau de solidarité démocratique transnational dirigé par la société civile, non partisan et indépendant. Le réseau WADEMOS se compose de plus de 35 organisations de la société civile (OSC) situées dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest. WADEMOS mobilise, coordonne et exploite le pouvoir collectif de la société civile et d'autres acteurs, ressources et opportunités pro-démocratie dans la région de l'Afrique de l'Ouest pour faire progresser, défendre et revigorer la démocratie et promouvoir les normes et réformes démocratiques dans la sous-région.

Pour plus d'information veuillez contacter :

Nom : Jonah Eledi

Désignation : Chargée de Communication et Plateformes Numériques

E-mail : j.eledi@wademosnetwork.org

Numéro de téléphone : +233 26 373 5330

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africtivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin